

DEPARTEMENT DU TARN

GAILLAC GRAULHET AGGLOMERATION



P.L.U.

**1^{ère} Modification du Plan Local d'Urbanisme de
LABASTIDE-DE-LEVIS
DOSSIER APPROBATION**

0. Partie administrative

0.1 Délibérations

Modification du
P.L.U. :

Approuvée le
23.10.2023

Exécutoire le

Visa

Date :

Signature :



Bâtiment 8
16, av. Charles-de-Gaulle
31130 Balma

05 34 27 62 28

paysages-urba.fr

0.1

ARRÊTÉ N°78_2021A
portant engagement de la modification n°1 du PLU de LABASTIDE DE LEVIS

Le Président de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment l'article 6.1.2 – compétences en matière de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LABASTIDE DE LEVIS approuvé par délibération du conseil municipal du 25 novembre 2005 et révisé par délibération du conseil communautaire du 17 septembre 2018,

Vu le courrier de la commune de LABASTIDE DE LEVIS sollicitant l'engagement de la procédure de modification n°1 du PLU de LABASTIDE DE LEVIS par la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet,

Vu la délibération du 1er juin 2021 du Conseil Municipal de LABASTIDE DE LEVIS demandant le lancement de la modification n°1 du PLU par le président de la Communauté d'agglomération,

Vu le règlement d'intervention communautaire en matière d'urbanisme délibéré en conseil d'agglomération le 03 juillet 2017,

Vu le projet de modification n°1 du PLU de LABASTIDE DE LEVIS présenté en commission Aménagement en date du 25 mai 2021,

Considérant que la modification du PLU a notamment pour objet :

- Correction d'erreurs matérielles
- Modification du règlement relatif notamment aux extensions de construction visant à aller dans le sens de la densification et de la transition écologique
- Modification du règlement de la zone UI
- Modification du pastillage de certains bâtiments
- Modification de l'OAP Hauts du village

ARRETE

Article 1^{er} :

A la demande de la commune, la procédure de modification du PLU de LABASTIDE DE LEVIS est engagée en application des articles L.153-36 à L.153-45 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

La modification du PLU de LABASTIDE DE LEVIS porte notamment sur les points suivants :

- Correction d'erreurs matérielles
- Modification du règlement relatif notamment aux extensions de construction visant à aller dans le sens de la densification et de la transition écologique
- Modification du règlement de la zone UI
- Modification du pastillage de certains bâtiments
- Modification de l'OAP Hauts du village

Article 3 :

Les modalités de concertation seront les suivantes :

- la mise à disposition du public d'un registre de concertation
- une information dans le bulletin municipal

Article 4 :

En application des articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 6 :

Conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'agglomération et en Mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera effectuée dans un journal diffusé dans le département (Le Tarn Libre).

Fait à Técou, le 19 juillet 2021

Paul SALVADOR,
Président



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification ou publication. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou publication devant le tribunal administratif de Toulouse. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. Le Tribunal administratif peut être saisi par courrier et par l'application informatique Télérécoeurs citoyens, accessible à l'ensemble des justiciables à titre individuel lorsqu'ils ne sont pas représentés par un avocat, par le lien : <http://www.telerecoeurs.fr> ».

ARRETE n°33_2023A
portant modification de l'arrêté n°32_2023A sur le lancement de l'enquête publique pour la
modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Labastide-de-Lévis

Le Président de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-41 et R.153-8 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment leur article 6.1.2 compétences en matière de plan local d'urbanisme, documents en tenant lieu et carte communale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis approuvé par délibération du Conseil municipal de Labastide-de-Lévis en date du 25 novembre 2005 et révisé en date du 17 septembre 2018 ;

Vu l'arrêté n°78_2021A du Président de la Communauté d'Agglomération en date du 19 juillet 2021 engageant la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Labastide-de-Lévis ;

Vu la décision en date du 12 mai 2023 du Président du Tribunal Administratif de Toulouse désignant Monsieur Luc DURAND en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu la notification du projet aux personnes publiques intéressées ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'Enquête Publique, comprenant le dossier du projet de modification du PLU, les avis des services consultés conformément à la réglementation afférente à la procédure ainsi que les avis des personnes publiques associées ;

Vu l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération n°32_2023A du 8 juin 2023 portant lancement de l'enquête publique pour la modification N°1 du Plan Local d'Urbanisme de Labastide de Lévis,

Considérant que, selon l'article R.123-11 du Code de l'Environnement, un avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés,
Considérant que l'avis, comportant les indications mentionnées à l'article R. 123-9, n'a pu être publié dans les journaux locaux quinze jours avant le début de l'enquête publique,

Considérant qu'il convient de modifier les dates de l'enquête publique initialement prévues afin de rester conformes à l'article R. 123-11 du code de l'Environnement,

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération n°32_2023A du 8 juin 2023 afin de modifier les dates d'enquête publique ainsi que les permanences.

ARRETE :

Article 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis pour une durée de 28 jours consécutifs du samedi 1^{er} juillet 2023 à 9h00 au vendredi 28 juillet 2023 à 18h00.

Article 2 :

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis a pour objectifs :

- Correction d'erreurs matérielles
- Modification du règlement relatif notamment aux extensions de construction visant à aller dans le sens de la densification et de la transition écologique
- Précisions concernant le recours à certains matériaux ou dispositifs (vérandas, bardage bois, panneaux solaires, ...)
- Modification du règlement de la zone UI afin de permettre la création de locaux de services et économiques
- Modification du pastillage de certains bâtiments
- Modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation des Hauts du village

Article 3 :

Monsieur Luc DURAND a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 4 :

Les pièces du dossier de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de Labastide-de-Lévis ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet pendant 28 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture, du samedi 1^{er} juillet 2023 à 9h00 au vendredi 28 juillet 2023 à 18h00.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre d'enquête ouvert à cet effet ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la Mairie de Labastide-de-Lévis, 2 Place du Pioch - 81150 Labastide-de-Lévis ou à la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet, Técou BP 80133 – 81600 Gaillac Cedex. Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à labastide-de-levis@wanadoo.fr

Les pièces du dossier de modification du PLU seront disponibles sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération : www.gaillac-graulhet.fr.

Les pièces du dossier d'enquête publique pourront aussi être consultées sur le poste informatique de la mairie pendant les jours et heures habituels d'ouverture.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Labastide-de-Lévis dès la publication du présent arrêté.

Article 5 :

Le commissaire enquêteur tiendra des permanences à la mairie de Labastide-de-Lévis pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Samedi 1er juillet 2023 de 9h00 à 12h00
- Mercredi 12 juillet 2023 de 14h00 à 17h00
- Vendredi 28 juillet 2023 de 15h00 à 18h00

Article 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 7 :

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur transmettra au responsable du projet le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Toulouse et au Préfet du Tarn.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Labastide-de-Lévis pour y être tenue à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Il sera publié sur le site de la commune de Labastide-de-Lévis : www.labastide-de-levis.fr et sur le site de la Communauté d'Agglomération : www.gaillac-graulhet.fr

Article 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département :

- La Dépêche du Midi
- Le Tarn Libre

Cet avis sera affiché à la mairie de Labastide-de-Lévis et au siège de la Communauté d'Agglomération et publié par tout autre procédé en usage dans la commune de Labastide-de-Lévis. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet (www.gaillac-graulhet.fr).

L'accomplissement de la mesure d'affichage sera constaté par un certificat d'affichage du Maire à la fin de l'enquête.

Article 9 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées à la mairie de Labastide-de-Lévis ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet.

Article 10 :

Après enquête publique, le Conseil de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet, qui est l'autorité compétente, approuvera par délibération la modification n°1 du PLU de la commune de Labastide-de-Lévis éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

Article 11 :

Une Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet du département du Tarn,
- au Directeur de la Direction Départementale des Territoires du Tarn,
- au Président du Tribunal Administratif de Toulouse,
- au commissaire enquêteur,
- au Maire de Labastide-de-Lévis.

Fait à Técou, le 12 juin 2023



Le Président,
Paul SALVADOR

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Toulouse. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le **13 JUIN 2023**

Publication - Mise en ligne le **13 JUIN 2023** et/ou Notification le

ARRETE N°32_2023A
portant lancement de l'enquête publique
pour la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Labastide-de-Lévis

Le Président de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-41 et R.153-8 ;
Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-46 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment leur article 6.1.2 compétences en matière de plan local d'urbanisme, documents en tenant lieu et carte communale ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis approuvé par délibération du Conseil municipal de Labastide-de-Lévis en date du 25 novembre 2005 et révisé en date du 17 septembre 2018 ;
Vu l'arrêté n°78_2021A du Président de la Communauté d'Agglomération en date du 19 juillet 2021 engageant la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Labastide-de-Lévis ;
Vu la décision en date du 12 mai 2023 du Président du Tribunal Administratif de Toulouse désignant Monsieur Luc DURAND en qualité de commissaire enquêteur ;
Vu la notification du projet aux personnes publiques intéressées ;
Vu les pièces du dossier soumis à l'Enquête Publique, comprenant le dossier du projet de modification du PLU, les avis des services consultés conformément à la réglementation afférente à la procédure ainsi que les avis des personnes publiques associées ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis pour une durée de 24 jours consécutifs du mercredi 28 juin 2023 à 14h00 au vendredi 21 juillet 2023 à 18h00.

Article 2 :

Le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis a pour objectifs :

- Correction d'erreurs matérielles
- Modification du règlement relatif notamment aux extensions de construction visant à aller dans le sens de la densification et de la transition écologique
- Précisions concernant le recours à certains matériaux ou dispositifs (vérandas, bardage bois, panneaux solaires, ...)
- Modification du règlement de la zone UI afin de permettre la création de locaux de services et économiques
- Modification du pastillage de certains bâtiments
- Modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation des Hauts du village

Article 3 :

Monsieur Luc DURAND a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 4 :

Les pièces du dossier de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie de Labastide-de-Lévis ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet pendant 24 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture, du mercredi 28 juin 2023 à 14h00 au vendredi 21 juillet 2023 à 18h00.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre d'enquête ouvert à cet effet ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la Mairie de Labastide-de-Lévis, 2 Place du Pioch - 81150 Labastide-de-Lévis ou à la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet, Técou BP 80133 – 81600 Gaillac Cedex. Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à labastide-de-levis@wanadoo.fr

Les pièces du dossier de modification du PLU seront disponibles sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération : www.gaillac-graulhet.fr.

Les pièces du dossier d'enquête publique pourront aussi être consultées sur le poste informatique de la mairie pendant les jours et heures habituels d'ouverture.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Labastide-de-Lévis dès la publication du présent arrêté.

Article 5 :

Le commissaire enquêteur tiendra des permanences à la mairie de Labastide-de-Lévis pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Mercredi 28 juin 2023 de 14h00 à 17h00
- Mercredi 12 juillet 2023 de 14h00 à 17h00
- Vendredi 21 juillet 2023 de 15h00 à 18h00

Article 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 7 :

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur transmettra au responsable du projet le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Toulouse et au Préfet du Tarn.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée au siège de la Communauté d'Agglomération et à la mairie de Labastide-de-Lévis pour y être tenue à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Il sera publié sur le site de la commune de Labastide-de-Lévis : www.labastide-de-levis.fr et sur le site de la Communauté d'Agglomération : www.gaillac-graulhet.fr

Article 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés dans le département :

- La Dépêche du Midi
- Le Tarn Libre

Cet avis sera affiché à la mairie de Labastide-de-Lévis et au siège de la Communauté d'Agglomération et publié par tout autre procédé en usage dans la commune de Labastide-de-Lévis. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

L'avis d'enquête sera également publié sur le site de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet (www.gaillac-graulhet.fr).

L'accomplissement de la mesure d'affichage sera constaté par un certificat d'affichage du Maire à la fin de l'enquête.

Article 9 :

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées à la mairie de Labastide-de-Lévis ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet.

Article 10 :

Après enquête publique, le Conseil de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet, qui est l'autorité compétente, approuvera par délibération la modification n°1 du PLU de la commune de Labastide-de-Lévis éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

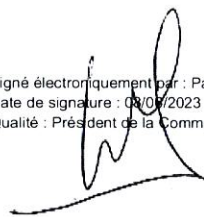
Article 11 :

Une Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Préfet du département du Tarn,
- au Directeur de la Direction Départementale des Territoires du Tarn,
- au Président du Tribunal Administratif de Toulouse,
- au commissaire enquêteur,
- au Maire de Labastide-de-Lévis.

Fait à Técou,

Signé électroniquement par : Paul SALVADOR
Date de signature : 08/06/2023
Qualité : Président de la Communauté d'Agglomération Gaillac Graulhet



Le Président,
Paul SALVADOR

Conformément aux articles R421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi grâce à l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le

08 JUIN 2023

Publication - Mise en ligne le

08 JUIN 2023

et/ou Notification le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Département du TARN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

NOMBRE DE MEMBRES
Afférents En Qui ont pris
au CA exercice part à la
DELIBERATION

92 92 65

PRESENTS 50
POUVOIRS Suppléants 4
POUVOIRS Titulaires 11
ABSENTS 27

Vote Pour : 65
Vote Contre : 0
Abstention : 0

Date de la Convocation

17 OCTOBRE 2023

Date d'Affichage

17 OCTOBRE 2023

**CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
SEANCE DU LUNDI 23 OCTOBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le lundi vingt-trois octobre à dix-huit heures, le Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans ces locaux, Le Nay - 81600 Téco, sous la présidence de Monsieur Paul SALVADOR, Président

Présents : Mesdames et Messieurs, Alain ASSIE, Blaise AZNAR, Julien BACOU, Jean-François BAULES, Florence BELOU, Mathieu BLESS, Paul BOULVRAIS, Bertrand BOUYSSIE, Gabriel CARRAMUSA, Alain CAUDERAN, Patrick CAUSSE, Robert CINQ, Martine CLARAZ ANGOSTO, Monique CORBIERE-FAUVEL, Sylvie DA SYLVA, Jean-Marc DUBOE, Christian DULIEU, Bernard FERRET, Isabelle FOUROUX CADENE, Nicolas GERAUD, Alain GLADE, Christophe GOURMANEL, Christelle HARDY, Pascal HEBRARD, Christophe HERIN, Dominique HIRISSOU, François JONGBLOET, Louisa KAOUANE, Patrick LAGASSE, Guy LEGROS, Maryline LHERM, Marie-Claire MATE, Marc MIRALES, Bernard MIRAMOND, Jean-Marc MOLLE, Max MOULIS, Stéphanie NADAI-PUECH, Christian PERO, Eric PILUDU, Pascale PUIBASSET, Ludovic RAU, Paul SALVADOR, Guy SANGIOVANNI, Martine SOUQUET, Jean TKACZUK, Benoît TRAGNE, Pierre TRANIER, Gilles TURLAN, Jacques VIGOUROUX, Claire VILLENEUVE.

Suppléants présents (Titulaires excusés leur ayant donné pouvoir) : Mesdames et Messieurs, Richard BRUNEAU à Alain CAMALET, Michel MALGOUYRES à Sébastien MONTEILLET, Francis MONSARRAT à Olindo VIVAN, Lucette ROUTABOUL à Martine TERRIER.

Titulaires excusés ayant donné pouvoir à un Titulaire : Mesdames et Messieurs, René ANDRIEU à Julien BACOU, Michel BONNET à Jean-François BAULES, Sébastien CHARRUYER à Robert CINQ, Laurence CRANSAC-VELLARINO à Claire VILLENEUVE, Olivier DAMEZ à Christophe GOURMANEL, Max ESCAFFRE à Pascal HEBRARD, Claire FITA à Blaise AZNAR, Serge GARRIGUES à Nicolas GERAUD, Michelle LAVIT à Louisa KAOUANE, Francis RUFFEL à Martine SOUQUET, Alain SORIANO à Dominique HIRISSOU.

Absents - Absents excusés : Mesdames et Messieurs, Thierno BAH, Jean-Louis BOULOC, Françoise BOURDET, Jean-Claude BOURGEADE, Dominique BOYER, Jacques BROS, Bernard EGUILUZ, Muriel GEFFRIER, Marie GRANEL, Maryse GRIMARD, Jean-Paul LALANDE, Christian LONQUEU, Elisabeth LOYER, Françoise MALAURE NERIN, Agnès MERONI, Marie MONTELS, Régine MOULIADE, Fernand ORTEGA, Christel PALIS, Francis PRADIER, Montserrat REILLES, Didier SALANDIN, Christian SERIN, Claude SOULIES, Laurent SQUASSINA, Jacques TISSERAND, François VERGNES.

Secrétaire de séance : Monsieur Paul BOULVRAIS

N°230_2023

ACTES : 2.1.1

OBJET DE LA DELIBERATION : 10- Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Labastide-de-Lévis

Exposé des motifs

La commune de Labastide-de-Lévis a saisi, par délibération du Conseil municipal du 1^{er} juin 2021, la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet compétente en matière de planification urbaine pour faire évoluer son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le Président de la Communauté a engagé par arrêté n°78_2021A du 19 juillet 2021 une procédure de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis pour les motifs suivants :

- Correction d'erreurs matérielles,
- Modification du règlement relatif notamment aux extensions de construction visant à aller dans le sens de la densification et de la transition écologique,
- Précisions concernant le recours à certains matériaux ou dispositifs (vérandas, bardage bois, panneaux solaires, ...),
- Modification du pastillage de certains bâtiments,
- Modification de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation des Hauts du village,
- Modification du règlement de la zone UI afin de permettre la création de locaux de services et économiques.

Ce dernier point a été abandonné car il n'entre pas dans le champ des adaptations autorisées dans le cadre d'une modification de droit commun du PLU.

Le dossier de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis a été notifié aux personnes publiques associées, ainsi qu'à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) et à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

Par décision n°2023ACO106 du 5 juillet 2023, la MRAe a émis un avis conforme de dispense d'évaluation environnementale, rendu en application de l'article R104-35 du code de l'urbanisme sur la procédure de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis.

Trois personnes publiques associées (Direction Départementale des Territoires, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, CDPENAF) ont exprimé un avis favorable. Toutefois, la CDPENAF désapprouve l'ajout de nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination et recommande de réévaluer le choix de certains bâtiments. Elle se prononce défavorablement sur les évolutions du règlement écrit en zone A et N et rappelle les valeurs qu'elle recommande :

- une emprise au sol des constructions, constituées de l'habitation principale, y compris annexes et extensions, plafonnée à 250 m²,
- une emprise au sol maximale d'une extension relativement à la surface de la construction principale, sans créer d'effet de seuil,
- une emprise au sol maximale de l'annexe de 30m², et de 60m² pour les piscines, margelles comprises,
- une distance maximale d'une annexe avec l'habitation principale comprise entre 20 et 25 m ; et une distance d'au moins 20m, entre la piscine, lorsqu'elle jouxte une parcelle agricole cultivée, et les limites de propriété pour prendre en compte les distances de non-traitement.

La Direction Départementale des Territoires, quant à elle, a demandé de motiver le classement d'une zone UI en U2, considérant que cette adaptation ne relève pas d'une erreur matérielle, d'harmoniser les codes couleurs des éléments modifiés dans la note explicative et le règlement écrit, de réaliser des fiches descriptives individuelles propres à chaque bâtiment et répondant aux critères de changement de destination ainsi que d'apporter toutes les justifications nécessaires à cette augmentation significative de bâtiments. Elle alerte également sur le classement d'une parcelle de la zone Ne en zone A, qui ne relève pas de l'erreur matérielle et par conséquent, qui n'entre pas dans le cadre d'une modification de droit commun de PLU.

La modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis a été soumise à enquête publique du samedi 1^{er} juillet 2023 à 9h00 au vendredi 28 juillet 2023 à 18h00. Les modalités de l'enquête publique ont été précisées dans l'arrêté du Président de la Communauté d'agglomération n°32_2023A du 8 juin 2023, complété par l'arrêté n°33_2023A du 12 juin 2023 organisant l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur a tenu trois permanences dans les locaux de la mairie de Labastide de Lévis, les jours et heures suivants :

- Samedi 1^{er} juillet 2023 de 9h00 à 12h00
- Mercredi 12 juillet 2023 de 14h00 à 17h00
- Vendredi 28 juillet 2023 de 15h00 à 18h00

Deux registres d'observations, côtés et paraphés ont été mis à la disposition du public désirant les consulter à la mairie de Labastide de Lévis et au siège de la Communauté d'Agglomération, avec le dossier d'enquête publique relatif à la modification n° 1 du PLU de Labastide-de-Lévis. Le dossier d'enquête publique était également consultable sur le site internet de la Communauté d'Agglomération : www.gaillac-graulhet.fr et sur le poste informatique de la commune, pendant les jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat.

Monsieur le commissaire enquêteur a procédé à la notification des observations recueillies au cours de l'enquête publique dans les 8 jours qui ont suivi la clôture de l'enquête publique. Il a formulé un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis, à la condition que la recommandation suivante soit respectée, à savoir, la création d'une fiche descriptive individuelle répondant aux critères de changement de destination pour les pastillages identifiés.

L'enquête publique a permis de recueillir 12 observations. Les principales remarques confirment le classement de bâtiments en changement de destination. Les autres contributions sont hors cadre de la modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis.

Ces avis des personnes et organismes recueillis sur le projet de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis et les observations du public, figurent de manière détaillée avec les conclusions et l'avis du Commissaire enquêteur joint à son rapport, en annexe de la présente délibération.

Au regard des éléments du dossier et de l'avis du commissaire enquêteur, il est proposé de répondre favorablement à l'ajout de fiches spécifiques à chaque changement de destination et d'apporter des compléments en lien avec les évolutions de zonage.

Le dossier de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis a été exposé en commission Aménagement du 10 octobre 2023, de manière à établir une présentation synthétique de la procédure et de l'enquête publique relatives à cette modification de PLU.

La procédure est arrivée à son terme, et il s'agit désormais d'approuver la modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis.

Le Conseil de communauté,

Où cet exposé,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants relatifs aux conditions d'application de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'article L.153-24 relatif au caractère exécutoire d'un plan local d'urbanisme sur un territoire non couvert par un schéma de cohérence territoriale approuvé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 portant sur les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment l'article 6.1.2 – compétences en matière de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis approuvé par délibération du conseil municipal du 25 novembre 2005 et révisé par le conseil communautaire du 17 septembre 2018 ;

Vu le règlement d'intervention communautaire en matière d'urbanisme approuvé par le Conseil de la Communauté d'Agglomération dans sa version consolidée du 17 janvier 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-D28 en date du 1^{er} juin 2021 exprimant son accord pour le lancement, par la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet, de la procédure de modification n°1 du PLU de Labastide de Lévis ;

Vu l'arrêté n°78_2021A du Président de la Communauté d'agglomération du 19 juillet 2021 engageant la procédure de modification n°1 du PLU de la commune de Labastide de Lévis ;

Vu la délibération n°134_2023 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet en date du 22 mai 2023 arrêtant le bilan de la concertation de la procédure de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis ;

Vu l'arrêté n°32_2023A du Président de la Communauté d'agglomération du 8 juin 2023, complété par l'arrêté n°33_2023A en date du 12 juin 2023 portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification du PLU de Labastide-de-Lévis, laquelle s'est déroulée du samedi 1^{er} juillet au vendredi 28 juillet 2023 inclus ;

Considérant les avis des personnes publiques associées et consultées, notifiées avant ouverture de l'enquête publique ;

Considérant l'avis n° 2023-011822 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale d'Occitanie dispensant la modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis d'évaluation environnementale ;

Considérant l'avis, en date du 2 août 2023 de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers, favorable sur les dispositions portant sur la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers et défavorable sur les prescriptions de la constructibilité en zone A et N ainsi que sur l'identification des bâtiments susceptibles de changer de destination ;

Considérant les observations consignées au procès-verbal de synthèse et le rapport établi par Monsieur le Commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique ;

Considérant les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire enquêteur à l'issue desquelles il émet un avis favorable associant une recommandation au projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Labastide de Lévis ; à savoir que pour chaque pastillage identifiant un changement de destination, une fiche descriptive individuelle répondant aux critères de changement de destination, soit créée ;

Considérant la délibération du Conseil Municipal de Labastide de Lévis en date du 25 septembre 2023 expliquant comment il a été répondu aux réserves et recommandations énoncées par les personnes publiques associées et le commissaire enquêteur, et émettant un avis favorable au projet de modification soumis pour approbation au Conseil Communautaire et demandant d'explicitier chaque changement de destination ;

Considérant que les modifications suivantes ont été apportées au dossier soumis pour approbation, en réponse aux avis des personnes publiques associées : ajout d'une fiche descriptive individuelle pour chaque changement de destination identifié, ajout de pièces justificatives des 2 erreurs matérielles intégrées au dossier, mise en cohérence entre le règlement écrit et la notice explicative ;

Considérant la présentation du dossier en commission Aménagement en date du 10 octobre 2023 ;

Considérant que le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Labastide-de-Lévis tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet est prêt à être approuvé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- **APPROUVE** le dossier de modification n°1 du PLU de Labastide-de-Lévis modifié pour prendre en compte certaines évolutions procédant des avis émis et de l'enquête publique, tel qu'annexé à la présente délibération ;

- **DIT** que la présente délibération sera publiée ; elle fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération et en mairie de Labastide-de-Lévis pendant un mois et qu'une mention de ces affichages sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

- **DIT** que le dossier de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Labastide-de-Lévis pourra être consulté dans les locaux administratifs de la Communauté d'Agglomération Gaillac-Graulhet, et à la mairie de Labastide-de-Lévis ;

- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat.

Acte rendu exécutoire
- après transmission en Préfecture
Le 07 NOV. 2023

- publication - mise en ligne
Le 07 NOV. 2023

et/ou notification
Le

Le Président,
Paul SALVADOR

Pour extrait conforme,
Fait les jour, mois, an, susdits,

Le Secrétaire de séance
Paul BOULVRAIS



Le Président,
Paul SALVADOR

Conformément aux articles R421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. La décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi grâce à l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>.

ARRÊTÉ N°17_2019A

portant portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis

Le Président de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 151-43 et R. 153-18,
Vu la délibération du Conseil Municipal de Labastide-de-Lévis du 25 novembre 2005 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération du 05 novembre 2013 approuvant la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis,
Vu la délibération du Conseil de de la Communauté d'agglomération du 15 avril 2019 instituant un Droit de Prémption Urbain sur les secteurs du territoire de la commune de Labastide-de-Lévis classés en zone U et AU du PLU délimitées sur le plan annexé au présent arrêté,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, ont été reportées dans les annexes de ce document d'urbanisme dédiées au droit de prémption urbain, les documents réglementaires.

Article 2 : La mise à jour du Plan Local d'Urbanisme a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la Mairie et au siège de la communauté d'agglomération.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en Mairie et au siège de la Communauté d'agglomération.

Article 4 : Une copie du présent arrêté est adressée au Préfet.

Article 5 : la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Técou, le 29 mai 2019

Le Président,
Paul SALVADOR



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification ou publication. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou publication devant le tribunal administratif de Toulouse. Précision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquitter la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle. Le Tribunal administratif peut être saisi par courrier et par l'application informatique Télèrecours citoyens, accessible à l'ensemble des justiciables à titre individuel lorsqu'ils ne sont pas représentés par un avocat, par le lien : <http://www.telerecours.fr> ».

Commune de Labastide-de-Lévis

Département du Tarn (81)



Plan Local d'Urbanisme

0 Procédure

	17/09/2018	Plan local d'urbanisme
N.Plan	Date	Phase approbation
Nom du fichier :	81112_procedure_20180917	
Papier :		

Arrêt le : 27/11/2017

Approbation le : 17/09/2018



Pour le Président,
Par délégation :

Pascal NÉEL
Vice-Président



2 Place du Pioch, 81150
Labastide-de-Lévis

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'P' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

Parcourir les Territoires
Pour une ville Aimable
ComEt Environnement

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS**

NOMBRE DE MEMBRES
Afférents au CA En exercice Qui ont pris part à la DÉLIBÉRATION

98 98 82

PRÉSENTS 67
POUVOIRS Suppléants 5
POUVOIRS Titulaires 10
ABSENTS 16

Vote Pour : 82
Vote Contre : 0
Abstention : 0

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SÉANCE DU LUNDI 17 SEPTEMBRE 2018**

Date de la Convocation
11 SEPTEMBRE 2018
Date d'affichage
12 SEPTEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit le dix-sept septembre à 18h00, le Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Centre de ressources à Técou, sous la présidence de Monsieur Paul SALVADOR,

Présents : Mesdames et Messieurs Bernard AUDARD, Julienne AUREL, Blaise AZNAR, Bernard BARTHE, Françoise BARTHES, Jean BATAILLOU, Jean-François BAULES, Eric BLANQUART, Marie-Françoise BONELLO, Alain BORGELLA, Danièle BOROT, Paul BOULVRAIS, Jean-Claude BOURGEADE, Dominique BOYER, Paul BOZZO, Caroline BREUILLARD, Michel BUFFEL, Patrick CAUSSE, Gilles CROUZET, Olivier DAMEZ, Bruno De BOISSESON, Michel DESMARS, Bernard EGUILUZ, Max ESCAFFRE, Bernard FERRET, Claude FITA, Vivian GUISCHET, Patrice GAUSSERAND, Philippe GONZALEZ, Christophe GOURMANEL, Maryse GRIMARD, Monique GUILLE, Marie-Hélène HAMELLE, Pascal HEBRARD, Christophe HERIN, Gilles JAUROU, Christian JEANJEAN, Claude LABRANQUE, Chantal LAFAGE, Serge LAZARO, Christian LONQUEU, Elisabeth LOYER, Richard MARTINEZ, Bernard MIRAMOND, Marie-France MOMMEJA, Francis MONSARRAT, Max MOULIS, Pascal NEEL, Jean-Marie NEGRE, Georges PAULIN, Ludivine PAYA, Christian PERO, Guy PEYRE, Guy PONS, Pascale PUIBASSET, Ludovic RAU, Janine RELLE, Francis RUFFEL, Paul SALVADOR, Alain SORIANO, Claude SOULIES, Martine SOUQUET, Denis TENEGAL, Michel TERRAL, Pierre TRANIER, Pierre VERDIER, François VERGNES

Suppléants présents (Titulaires excusés leur ayant donné pouvoir) : Mesdames et Messieurs Jérôme ALBENGE à Marie-Claire MATE, Michel BONNET à Ernest GIORGIUTTI, Claude GENIEY à René CASTEX, Max GUIPAUD à Robert CINQ, Marie-Odile RIBOUD à Alain ASSIE,

Titulaires excusés ayant donné pouvoir à un Titulaire : Mesdames et Messieurs Florence BELOU à Blaise AZNAR, Jean-Michel BONNEMAIN à Michel TERRAL, Alain BREST à Paul SALVADOR, Christophe CAUSSE à Dominique BOYER, Alain GLADE à Janine RELLE, Dominique HIRISSOU à Alain SORIANO, Alain LAPORTE à Caroline BREUILLARD, Maryline LHERM à Pascale PUIBASSET, Patrick MONTELS à Françoise BARTHE, Jean TKACZUK à Pascal NEEL,

Absents excusés : Mesdames et Messieurs Roger BIAU, Jacques BROS, John DODDS, Maryse ESCRIBE, Claire FITA, Christelle HARDY, Louisa KAOUANE, Patrick LAGASSE, Jean-Paul LALANDE, Jean-Marc MOLLE, Stéphanie NELATON, Annick PIEUX, Francis PRADIER, Serge ROUQUETTE, Jean-Pierre ROUSSEAU, Gilles TURLAN

Secrétaire de séance : Monsieur Paul BOULVRAIS

N°212_2018

ACTES : 2.1.2

OBJET DE LA DELIBERATION : 9 - Approbation de la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide-de-Lévis

Exposé des motifs

Par les délibérations n°20/2013 du 11 juillet 2013 et N°23/2014 du 2 juin 2014, le Conseil municipal de la commune de Labastide-de-Lévis a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) et a fixé à la fois les objectifs poursuivis et les modalités de concertation. Historiquement, le PLU de la commune de Labastide-de-Lévis avait été approuvé le 25 novembre 2005.

Des études fines ont été conduites, mettant en exergue les principaux enjeux du territoire de Labastide-de-Lévis. Sur la base de ce diagnostic, le Conseil Municipal a débattu des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, lors de la séance du 27 mai 2015.

La Communauté d'agglomération GAILLAC-GRAULHET est compétente en matière d'élaboration de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale depuis le 01 janvier 2017.

La commune de Labastide-de-Lévis a demandé la poursuite de la procédure de révision de son PLU.

Le 11 septembre 2017, la révision du PLU de Labastide-de-Lévis a fait l'objet d'une nouvelle prescription par délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération avec approbation des objectifs poursuivis et définition des modalités de concertation.

La première délibération de prescription n'avait pas fait l'objet de la publication réglementaire telle que prévue par l'article R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, relatif à la mention de l'affichage de la délibération insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Pour sécuriser la procédure, il convenait par conséquent de relancer la révision par une nouvelle délibération et de relancer l'ensemble des modalités de concertation liée à l'élaboration du projet, menées dans des délais raisonnables.

Le bilan de la concertation et l'arrêt du projet sont intervenus en séance du Conseil de la Communauté d'agglomération du 27 novembre 2017.

Le projet a été ensuite notifié aux personnes publiques associées et souhaitant être consultées pour rendre un avis dans les 3 mois de la saisine.

Ce projet de révision a été soumis à enquête publique du 29 mai 2018 au 27 juin 2018. Le commissaire enquêteur a tenu 4 permanences dans les locaux de la mairie de Labastide-de-Lévis, les jours et heures suivants :

- Samedi 2 juin 2018 de 9h à 12h
- Mercredi 13 juin 2018 de 14h à 18h
- Jeudi 21 juin 2018 de 14h à 18h
- Mercredi 27 juin 2018 de 14h à 18h

Deux registres d'observations, cotés et paraphés, ainsi que le dossier de révision ont été mis à la disposition du public désirant le consulter.

Le commissaire enquêteur a procédé à la notification à la commune et à la Communauté d'agglomération des observations recueillies au cours de l'enquête publique dans les 15 jours qui ont suivi la clôture de l'enquête publique.

Le mémoire en réponse a été joint au rapport du commissaire enquêteur réceptionné le 27 juillet 2018, assorti de ses conclusions.

Le commissaire enquêteur a formulé un avis favorable au projet de révision du PLU accompagné des réserves suivantes :

- Mettre les noms des grandes voies (RN, RD...) ;
- Mettre le nom de la rivière TARN et le flèche d'écoulement de l'eau ;
- Rajouter le zonage du Périmètre de Protection Modifié relatif aux 2 monuments historiques protégés (église et pigeonnier) ;
- Rajouter la parcelle ZD 69 en espace boisé classé.

La commune de Labastide de Lévis après avoir pris connaissance des avis des personnes publiques associées, du rapport du commissaire enquêteur et de ses conclusions a procédé à un complément du dossier de révision ne remettant pas en cause l'économie générale du projet et qui concerne principalement :

- l'ajout de la parcelle ZD 69 en Espace boisé Classé (demande de la commune lors de l'enquête),
- l'ajout de la parcelle ZA 153 au STECAL de la Soucarié (demande lors de l'enquête publique acceptée par le commissaire enquêteur).

La procédure est arrivée à son terme, puisqu'il s'agit désormais d'approuver la révision n°1 du PLU de LABASTIDE DE LEVIS.

Le Conseil de communauté,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-21, R. 153-20 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de LABASTIDE-DE-LEVIS approuvé par délibération du conseil municipal de LABASTIDE-DE-LEVIS du 25 novembre 2005 ;

Vu les délibération du conseil municipal de LABASTIDE-DE-LEVIS du n°20/2013 du 11 juillet 2013 et N°23/2014 du 2 juin 2014 prescrivant la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme, fixant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de concertation, complétées par la délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération du 11 septembre 2017 ;

Vu le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable s'étant déroulé lors de la séance du conseil municipal de LABASTIDE-DE-LEVIS du 27 mai 2015 ;

Vu l'arrêté de l'autorité environnementale du 10 octobre 2015 portant décision de dispense d'une évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération et notamment leur article 6.1.2 – compétences en matière de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

Vu la délibération de la Commune de LABASTIDE-DE-LEVIS du 27 février 2017 exprimant son accord pour la poursuite et l'achèvement par la communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet, de la procédure de révision du PLU de LABASTIDE-DE-LEVIS ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération du 3 juillet 2017 décidant de poursuivre la procédure de révision du PLU de LABASTIDE-DE-LEVIS ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté d'agglomération du 27 novembre 2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du PLU ;

Vu les avis des personnes publiques associées et consultées ;

Vu l'ordonnance du Président du tribunal administratif de Toulouse du 4 avril 2018 désignant LAZARO Patrick en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté du Président du 3 mai 2018, portant lancement de l'enquête publique relative à la révision du PLU de LABASTIDE-DE-LEVIS, laquelle s'est déroulée du 29 mai 2018 au 27 juin 2018 ;

Vu les observations consignées au procès-verbal de synthèse établi par le Commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique ;

Vu le rapport du Commissaire enquêteur établi à l'issue de l'enquête publique ;

Vu les conclusions motivées du Commissaire enquêteur à l'issue desquelles il émet un avis favorable assorti de 4 recommandations au projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de LABASTIDE-DE-LEVIS :

- Mettre les noms des grandes voies (RN,RD...),
- Mettre le nom de la rivière TARN et le flèche d'écoulement de l'eau,
- Rajouter le zonage du Périmètre de Protection Modifié relatif aux 2 monuments historiques protégés (église et pigeonnier),
- Rajouter la parcelle ZD 69 en E. B. C et la parcelle ZA 153 au STECAL de la Soucarié.

Vu les conclusions de la conférence intercommunale des maires qui s'est tenue le 10 septembre 2018 ;

Considérant que les résultats de l'enquête publique nécessitent quelques modifications mineures du projet de révision du PLU, afin de prendre en compte les avis des personnes publiques associées, le bilan de la concertation, les observations du public et du rapport du commissaire enquêteur,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté au Conseil de la Communauté d'agglomération, est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LABASTIDE-DE-LEVIS telle que prévue en annexe ;

- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme d'un affichage au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie de LABASTIDE-DE-LEVIS pendant un mois et qu'une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

- **DIT** que le dossier pourra être consulté dans les locaux administratifs de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet, et à la mairie de LABASTIDE-DE-LEVIS ;

- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultants de la révision n°1 du PLU de la commune de LABASTIDE-DE-LEVIS seront exécutoires dans les conditions définies aux articles L.153-25 et L.153-26 du Code de l'Urbanisme.

Acte rendu exécutoire
- après transmission en Préfecture
Le.....
- et publication du.....
Le.....
Le Président,

Pour extrait conforme,
Fait les jours, mois, ans, susdits,

Le Président,
Paul SALVADOR

Gaillac-Graulhet
Communauté d'Agglomération
LABASTIDE-DE-LEVIS

NOMBRE DE MEMBRES
Afférents En Qui ont pris
au CA exercice part à la
DÉLIBÉRATION

100 99 87

PRÉSENTS 64
POUVOIRS 23
ABSENTS 12

Vote Pour : 87
Vote Contre : 0
Abstention : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL DE COMMUNAUTE SÉANCE DU LUNDI 27 NOVEMBRE 2017

Date de la Convocation
21 NOVEMBRE 2017
Date d'affichage
22 NOVEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept et le vingt-sept novembre à 18h00, le Conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération Gaillac-Graulhet régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Centre de ressources à Técou, sous la présidence de Monsieur **Paul SALVADOR**.

Présents : Mesdames et Messieurs Bernard AUDARD, Julienne AUREL, Blaise AZNAR, Bernard BACABE, Bernard BARTHE, Françoise BARTHES, Jean BATAILLOU, Jean-François BAULES Florence BELOU, Roger BIAU, Eric BLANQUART, Marie-Françoise BONELLO, Jean-Michel BONNEMAIN, Michel BONNET, Danièle BOROT, Paul BOULVRAIS, Jean-Claude BOURGEADE, Paul BOZZO, Caroline BREUILLARD, Jacques BROS, Michel BUFFEL, Patrick CAUSSE, Gilles CROUZET, Olivier DAMEZ, Michel DESMARS, John DODDS, Vivian GUISCHET, Patrice GAUSSERAND, Christophe GOURMANEL, Maryse GRIMARD, Monique GUILLE, Max GUIPAUD, Marie-Hélène HAMELLE, Pascal HEBRARD, Christophe HERIN, Dominique HIRISSOU, Gilles JAUROU, Christian JEANJEAN, Claude LABRANQUE, Chantal LAFAGE, Patrick LAGASSE, Serge LAZARO, Christian LONQUEU, Richard MARTINEZ, Jean-Marc MOLLE, Max MOULIS, Jean-Marie NEGRE, Georges PAULIN, Annick PIEUX, Guy PONS, Pascale PUIBASSET, Ludovic RAU, Marie-Odile RIBOUD, Paul SALVADOR, Alain SORIANO, Claude SOULIES, Martine SOUQUET, Denis TENEGAL, Michel TERRAL, Chantal TICHIT, Jean TKACZUK, Pierre TRANIER, Gilles TURLAN, Pierre VERDIER,

Titulaires excusés ayant donné pouvoir à un Titulaire : Mesdames et Messieurs Dominique BOYER à Alain SORIANO, Alain BREST à Paul SALVADOR, Maryse ESCRIBE à Blaise AZNAR, Claude FITA à Florence BELOU, Louisa KAOUANE à Chantal LAFAGE, Alain LAPORTE à Caroline BREUILLARD, Maryline LHERM à Pascale PUIBASSET, Bernard MIRAMOND à Jean-Claude BOURGEADE, Marie-France MOMMEJA à Max GUIPAUD, Patrick MONTELS à Françoise BARTHES, Ludivine PAYA à Paul BOZZO, Guy PENDARIES à Michel BUFFEL, Guy PEYRE à John DODDS, Janine RELLE à Jean-Michel BONNEMAIN, Serge ROUQUETTE à Bernard AUDARD, Francis RUFFEL à Monique GUILLE,

Suppléants présents (Titulaires excusés leur ayant donné pouvoir) : Mesdames et Messieurs Jérôme ALBENGE à Marie-Claire MATE, Alain BORGELLA à François JONGBLOET, Bernard FERRET à Gilles FORT, Jean-Paul LALANDE à Josette MURCIA, Francis MONSARRAT à Olindo VIVAN, Pascal NEEL à Marie-Claire DE MONTLEAU, François VERGNES à Roger POURCEL,

Absents excusés : Mesdames et Messieurs Bruno De BOISSESON, Max ESCAFFRE,

Absents : Mesdames et Messieurs Christophe CAUSSE, Marie-José COLIN, Bernard EGUILUZ, Claude GENIEY, Philippe GONZALEZ, Christelle HARDY, Stéphanie NELATON, Francis PRADIER, Patricia RICARD, Jean-Pierre ROUSSEAU,

Secrétaire de séance : Monsieur Paul BOULVRAIS

N°380_2017

ACTES : 2.1.1

OBJET DE LA DELIBERATION : 21- BILAN DE LA CONCERTATION ET ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LABASTIDE DE LEVIS

Exposé des motifs

Par délibération du conseil municipal du 11 juillet 2013, modifiée le 02 juin 2014, il a été prescrit le

lancement d'une procédure de révision du plan local d'urbanisme de Labastide de Lévis,

Par délibération du conseil communautaire du 11 septembre 2017, une nouvelle prescription de lancement de procédure de révision du PLU a eu lieu, suite à un défaut de publication de la délibération initiale,

Les objectifs poursuivis par la collectivité dans le cadre de cette procédure étaient :

- Doter la commune d'un document en conformité avec les règles d'urbanisme en vigueur,
- Mettre en compatibilité le PLU actuel avec les orientations du SCOT approuvé le 11 mai 2009 et modifié le 13 février 2013
- Tenir compte du programme local de l'habitat (PLH) mis en place à compter du 15 juillet 2008 sur le territoire de l'ex Communauté de communes Tarn et Dadou
- Poursuivre la maîtrise de l'évolution de l'urbanisation par une planification et une requalification de l'affectation des sols autour des équipements existants
- Préserver et améliorer le cadre de vie par une gestion de l'espace réfléchie et maîtrisée
- Réduire la consommation des sols pour préserver les espaces agricoles et naturels
- Adapter les parties réglementaires et les orientations d'aménagement du document pour mieux garantir la mise en œuvre des objectifs prioritaires, notamment en terme de mixité sociale, de renouvellement urbain, de densité et de qualité des formes urbaines, en mettant en œuvre autant que de besoins des orientations d'aménagement et de programmation définies à l'article L 123-1-4 du code de l'urbanisme.

Les modalités de concertation définies ont été mises en œuvre durant toute la révision du projet de Plan Local d'Urbanisme, à savoir :

- *Exposition des éléments d'études au public évoluant au fur et à mesure de l'avancée des études et des documents du PLU*
- *Mise à disposition du public d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques et propositions qui pourront également être adressées par courrier à Monsieur le maire de Labastide de Lévis – 2, place du Pioch 81150*
- *Les éléments d'études, les documents du PLU et le registre seront mis à disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture*
- *Deux réunions publiques seront organisées : une pour présenter le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et son diagnostic, une pour le projet de PLU*
- *Une nouvelle réunion publique pour présenter le projet de PLU*
- *Parution régulière dans les bulletins municipaux et articles d'information dans les journaux locaux*
- *Information sur le site Internet de la commune et via la lettre numérique d'information (en service depuis l'automne 2016)*

Ces modalités de concertation ont été effectivement mises en œuvre, et notamment :

Pendant toute la période de la concertation, les délibérations ont fait l'objet d'un affichage public en mairie et sur les lieux d'affichage de la commune. Le public a été informé de cette concertation dans le bulletin municipal N° 63 de septembre 2013 et N° 64 de janvier 2014 et par la parution en caractères apparents dans l'édition de la Dépêche du Midi du 30 septembre 2017.

Un registre a également été ouvert et mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie afin d'y enregistrer les observations.

Trois réunions publiques ont été organisées : le jeudi 15 septembre 2016 pour présenter le PADD et les éléments du patrimoine, le mardi 18 octobre 2016 pour présenter le nouveau zonage, le règlement et les OAP, et le 12 octobre 2017 pour présenter le projet de PLU suite à la relance de procédure.

Deux réunions avec les agriculteurs ont été organisées: le 16 mai 2015 pour présenter le diagnostic agricole et une réunion de travail le 24 novembre 2015 sur les espaces boisés et forestiers à protéger et autres questions importantes telles que : les sièges d'exploitation, les enjeux agricoles, les bâtiments pouvant changer de destination.

Des parutions dans le bulletin municipal ont été effectuées.

Le public a pu se tenir informé de l'évolution de la démarche sur le site internet de la commune et par le biais de la Lettre d'Information numérique de L@bastide (LiL@).

Les réunions publiques ont attiré un public modeste. En revanche, les contacts informels et les rendez-vous en mairie avec les élus ont permis d'exposer la démarche (fond et forme), son état d'avancement et les procédures dont pouvaient se prévaloir les pétitionnaires.

Le registre déposé en mairie a recueilli onze demandes ou observations.

La commune a reçu et reçoit encore des courriers porteurs principalement d'une demande de classement en zone constructible.

Les éléments d'étude ont été exposés au fur et à mesure de l'avancée des études, notamment lors des entretiens particuliers réalisés à la demande des administrés, ou bien lors des réunions spécifiques traitant des zones AU ou des OAP ou lors du débat du PADD en Conseil municipal ouvert au public intéressé.

Les documents graphiques ont été exposés en mairie depuis l'été 2015 jusqu'à la fin de l'été 2016.

Toutes les demandes ont été prises en compte et ont fait ou feront l'objet d'un courrier de réponse.

Le 9 septembre 2016 les documents graphiques ont été une nouvelle fois présentés aux habitants lors de la soirée d'accueil des nouveaux Bastidois qui a réuni près de 300 habitants de la commune.

Les observations, les courriers et les différentes rencontres avec des propriétaires ou des résidents de la commune ont alimenté la réflexion et ont permis de faire évoluer le projet comme résumé dans le bilan de la concertation joint en annexe.

Les moyens d'information utilisés et les moyens d'expression offerts au public ont permis d'assurer une concertation efficace, participant de la réflexion dans la définition du projet, et ce durant toute la révision du projet de Plan Local d'Urbanisme ;

Aux termes des dispositions de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme, le conseil de communauté doit maintenant tirer le bilan de la concertation avant tout arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme ;

Il est constaté que la concertation s'est déroulée dans les meilleures conditions et il est proposé au conseil de communauté d'en tirer un bilan positif.

Il est ensuite indiqué :

Les personnes publiques et organismes visées par l'article L. 132-7 du code de l'Urbanisme ont été associées durant toute l'élaboration du projet de PLU ;

Lors de la séance du conseil municipal du 27 mai 2015, il a été débattu des orientations du projet d'aménagement et de développement durables ;

La révision du projet de PLU est aujourd'hui arrivée à son terme et il convient de le soumettre au conseil de communauté en vue d'en arrêter le contenu, avant sa notification aux personnes publiques associées, sa mise à l'enquête publique et son approbation.

Il appartient désormais au Conseil de communauté de délibérer pour tirer le bilan de la concertation menée et arrêter le projet de Plan local d'urbanisme tel qu'il lui est présenté.

Le Conseil de communauté,

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

VU la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat,

VU la Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme renoué,

VU l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

VU l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme,

VU le décret n°2012-290 du 29 février 2012,

VU le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,

VU le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment le Titre III et le Titre V de son livre premier, et en particulier ses articles L153-14 et suivants,

VU la délibération du comité syndical du Syndicat mixte Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou du 13 mai 2009 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale « Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou », modifié le 12 février 2012,

VU la délibération du conseil municipal du 25 novembre 2005 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU),

VU la délibération du conseil municipal n°20/2013 du 11 juillet 2013, modifiée par délibération n° 23/2014 du 02 juin 2014, prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération du conseil communautaire n°308_2017 du 11 septembre 2017, relançant la procédure en prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme et en définissant les modalités de concertation, suite à un défaut de publication de la délibération communale initiale,

VU le procès-verbal du débat sur le PADD qui s'est tenu en séance du conseil municipal le 27 mai 2015,

VU l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 approuvant les statuts de la Communauté d'agglomération Rabastinois, Tarn et Dadou, Vère Grésigne Pays salvagnacois et notamment leur article 6.1.3 compétences en matière de plan d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-9 qui prévoit qu'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever une procédure de révision du plan local d'urbanisme engagée avant la date de transfert de compétence,

VU la délibération du conseil municipal n° 001/2017 de Labastide de Lévis du 27 février 2017, exprimant son accord pour l'achèvement par la Communauté d'agglomération du Rabastinois,

Tarn et Dadou, Vère Grésigne-Pays Salvagnacois de la procédure en cours de révision du PLU de la commune de Labastide de Lévis,

VU la délibération du conseil communautaire du 03 juillet 2017, portant décision de poursuite de la procédure en cours de révision du PLU de la commune de Labastide de Lévis,

VU la concertation menée jusqu'à ce jour, conformément aux modalités définies dans les délibérations prescrivant la procédure de révision,

VU l'association des personnes publiques associées tout au long de l'élaboration du projet,

VU le projet de PLU joint à la présente délibération, comprenant le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), le règlement, les documents graphiques et les annexes, établis sur la base des enjeux mis en évidence et en conformité avec les différents cadres réglementaires s'imposant au territoire,

Considérant que la concertation menée pour la révision du projet de plan local d'urbanisme a eu lieu sans interruption du jour de la délibération prescrivant le PLU, soit le 11 juillet 2013, jusqu'à l'arrêt dudit projet,

Considérant que les modalités de cette concertation, définies par la délibération du conseil municipal du 11 juillet 2013, modifiées par la délibération du conseil municipal du 02 juin 2014, reprises par la délibération du Conseil de communauté du 11 septembre 2017, ont été accomplies et ont été de nature à assurer une concertation satisfaisante au regard des objectifs visés par l'article L. 103-4 du code de l'Urbanisme,

Considérant que le bilan de la concertation présenté par le Président est positif,

Considérant que pour faire suite à la phase d'études, de concertation et d'élaboration associée, le Conseil de communauté doit se prononcer sur l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que le projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés,

Considérant qu'il y a donc lieu d'arrêter le projet de plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil de communauté,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de **tirer** un bilan positif de la concertation menée sur le projet de Plan Local d'Urbanisme,
- décide d'**arrêter** le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- décide de **dire** que la présente délibération ainsi que le projet de Plan Local d'Urbanisme seront notifiés pour avis aux Personnes Publiques et organismes Associées à son élaboration et visées aux articles L. 132-7 et L.132-9 ; L. 153-16 et L153-17 du code de l'urbanisme,
- décide de **dire** que la présente délibération sera jointe au dossier d'enquête publique,
- décide de **dire** que la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie. La présente délibération sera également publiée au recueil des actes administratifs de l'EPCI et transmise au préfet du Tarn.

Acte rendu exécutoire

- après transmission en Préfecture

Le.....

- et publication du.....

Le.....

Le Président,

Pour extrait conforme,

Fait les jours, mois, ans, susdits,

Le Président,

Paul SALVADOR

Envoyé en préfecture le 07/12/2017

Reçu en préfecture le 07/12/2017

Affiché le

SLO

ID : 081-200066124-20171127-380_2017-DE

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au CA	En exercice	Qui ont pris part à la DÉLIBÉRATION
100	100	79
PRÉSENTS		64
POUVOIRS		15
ABSENTS		21
Vote Pour :		79
Vote Contre :		0
Abstention :		0

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONSCONSEIL DE COMMUNAUTE
SÉANCE DU LUNDI 11 SEPTEMBRE 2017Date de la Convocation

5 SEPTEMBRE 2017

Date d'Affichage

5 SEPTEMBRE 2017

L'an deux mille dix-sept et le lundi onze septembre 2017 à 18h00, le Conseil de Communauté de la communauté d'Agglomération Rabastinois – Tarn & Dadou – Vère Grésigne – Pays Salvagnacois régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Centre de ressources à Tècou, sous la présidence de Monsieur **Paul SALVADOR**.

Présents : Mesdames et Messieurs, Bernard AUDARD, Julienne AUREL, Blaise AZNAR, Bernard BACABE, Bernard BARTHE, Françoise BARTHES, Jean-François BAULES, Florence BELOU, Eric BLANQUART, Jean-Michel BONNEMAIN, Alain BORGELLA, Danièle BOROT, Paul BOULVRAIS, Jean-Claude BOURGEADE, Dominique BOYER, Paul BOZZO, Caroline BREUILLARD, Jacques BROS, Michel BUFFEL, Patrick CAUSSE, Gilles CROUZET, Olivier DAMEZ, Bruno DE BOISSESON, Michel DESMARS, Max ESCAFFRE, Bernard FERRET, Claude FITA, Vivian GUISCHET, Patrice GAUSSERAND, Christophe GOURMANEL, Maryse GRIMARD, Monique GUILLE, Marie-Hélène HAMELLE, Pascal HEBRARD, Christophe HERIN, Dominique HIRISSOU, Gilles JAUROU, Christian JEANJEAN, Louisa KAOUANE, Claude LABRANQUE, Patrick LAGASSE, Maryline LHERM, Christian LONQUEU, Bernard MIRAMOND, Jean-Marc MOLLE, Francis MONSARRAT, Max MOULIS, Pascal NEEL, Jean-Marie NEGRE, Georges PAULIN, Ludivine PAYA, Annick PIEUX, Guy PONS, Ludovic RAU, Patricia RICARD, Francis RUFFEL, Paul SALVADOR, Claude SOULIES, Denis TENEGAL, Michel TERRAL, Chantal TICHIT, Jean TKACZUK, Pierre TRANIER, François VERGNES,

Titulaires excusés ayant donné pouvoir à un Titulaire : Mesdames et Messieurs Alain BREST à Maryline LHERM, Christophe CAUSSE à Bernard BARTHE, Bernard EGUILUZ à Georges PAULIN, Philippe GONZALEZ à Blaise AZNAR, Alain LAPORTE à Caroline BREUILLARD, Pascale PUIBASSET à Eric BLANQUART, Alain SORIANO à Dominique HIRISSOU, Marie-Odile RIBOUD à Jean-Marc MOLLE, Martine SOUQUET à Pierre TRANIER, Gilles TURLAN à Olivier DAMEZ,

Suppléants présents (Titulaires excusés leur ayant donné pouvoir) : Mesdames et Messieurs Jérôme ALBENGE à Marie-Claire MATE, Michel BONNET à Ernest GIORGIUTTI, Claude GENIEY à René CASTEX, Max GUIPAUD à Robert CINQ, Serge LAZARO à Marie-Pierre VIDAL,

Absents excusés : Mesdames et Messieurs Maryse ESCRIBE, Janine RELLA, Pierre VERDIER

Absents : Mesdames et Messieurs Jean BATAILLOU, Roger BIAU, Marie-Françoise BONELLO, Marie-José COLIN, Danièle DESERT, John DODDS, Christelle HARDY, Chantal LAFAGE, Jean-Paul LALANDE, Marie-France MOMMEJA, Patrick MONTELS, Stéphanie NELATON, Guy PENDARIES, Guy PEYRE, Francis PRADIER, Serge ROUQUETTE, Jean-Pierre ROUSSEAU, Laurent SIRGUE

Secrétaire de séance : Monsieur Paul BOULVRAIS

N° 308_2017

ACTES : 2.1.1

OBJET DE LA DELIBERATION : 14- PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PLU DE LABASTIDE DE LEVIS - RELANCE DE LA PROCÉDURE - APPROBATION DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DÉFINITION DES MODALITÉS DE CONCERTATION

Exposé des motifs

La commune de Labastide de Lévis a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du 11 juillet 2013, complétée sur les modalités de concertation par délibération du 02 juin 2014.

La délibération de prescription n'a jamais fait l'objet de la publication réglementaire telle que prévue par l'article R153-21 du code de l'urbanisme, relatif à la mention de l'affichage de la délibération insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le défaut de publication entraîne le caractère non exécutoire de la délibération et ne peut donc valablement produire des effets de droit.

Toutes les études liées à la révision ont été réalisées entre 2013 et 2017, à savoir le diagnostic, le PADD, la traduction réglementaire, le rapport de présentation.

La concertation a été menée telle que définie dans la délibération de prescription initiale.

Pour autant, la procédure est entachée d'illégalité.

Pour sécuriser la procédure, il convient par conséquent afin de pallier les risques encourus par la procédure, de :

- relancer la révision par cette nouvelle délibération ;
- relancer l'ensemble des modalités de concertation liée à l'élaboration du projet, qui seront menées dans des délais raisonnables.

Le Conseil de communauté,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-31 à L.153-35, R.153-11 et suivants ;

Vu les articles L.153-11 et L.103-2 à L.103-6 du code de l'urbanisme, concernant les modalités de concertation ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-9 qui prévoit qu'un établissement public de coopération intercommunale peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever une procédure de révision du plan local d'urbanisme engagée avant la date de transfert de compétence ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Rabastinois, Tarn & Dadou, Vère Grésigne Pays Salvagnacois et notamment leur article 6.1.2 compétences en matière de plan local d'urbanisme, documents en tenant lieu et carte communale ;

Vu la délibération du conseil municipal de Labastide de Lévis du 11 juillet 2013 prescrivant la révision du PLU, approuvant les objectifs poursuivis et définissant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de Labastide de Lévis du 02 juin 2014 modifiant les modalités de concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de Labastide de Lévis du 27 février 2017, exprimant son accord pour l'achèvement par la Communauté d'agglomération de la procédure en cours de révision du PLU de la commune de Labastide-de-Lévis ;

Vu la délibération du conseil de communauté du 03 juillet 2017 qui décide de poursuivre la procédure de révision en cours sur le PLU de la commune de Labastide de Lévis ;

Considérant que la mention de la délibération de prescription de révision du PLU n'a jamais été publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans l'ensemble du département ;

Considérant que ce défaut de publication entraîne un vice dans la procédure en cours, quand bien même la concertation a été normalement effectuée ;

Considérant que les lois Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006, et pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 expriment une volonté de rénovation du cadre juridique des politiques d'aménagement de l'espace ;

Considérant les motivations de la commune de mise en révision du PLU, à savoir :

· l'obligation de mise en compatibilité avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du pays Vignoble Gaillacois Bastide et Val Dadou ainsi que celles du Programme Local de l'Habitat en vigueur sur l'ancien territoire de la communauté de communes Tarn et Dadou.

· l'obligation de respecter les objectifs édictés par les nouvelles dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme amenant à intégrer les objectifs du développement durable et les politiques d'urbanisme, d'habitat et de transports dans le PLU, en cohérence avec l'agenda 21 institutionnel approuvé et le plan climat (PCAET) en vigueur sur l'ancien territoire de la communauté de communes Tarn et Dadou.

· la nécessité de faire évoluer un document de planification élaboré en 2004 pour fixer un projet d'aménagement communal en cohérence avec un contexte territorial qui a évolué sensiblement lors de la dernière décennie, qui se traduit notamment par une augmentation

d'environ 10% du nombre d'habitants pour la commune sur cette période due à l'apport de population extérieure, le solde naturel étant nul voir négatif.

Considérant que c'est dans ce cadre et avec le souci de mettre le document d'urbanisme communal en conformité avec les dispositions d'urbanisme en vigueur et les principes qu'elles énoncent que la révision du PLU est rendue nécessaire ;

Considérant qu'il s'agit d'ajuster le projet urbain et ses dispositifs réglementaires à l'aune des évolutions engagées sur le territoire depuis dix ans, de permettre leur prolongement et approfondissement, et de les retranscrire dans un document opérationnel.

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé par délibération du conseil municipal le 4 mai 2004, modifié à plusieurs reprises le 27 septembre 2005, le 3 avril 2007, le 16 octobre 2007, le 17 décembre 2009, le 8 mars 2011, mis à jour le 6 mars 2009, et révisé de manière simplifiée le 14 décembre 2004;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en révision le plan local d'urbanisme de la commune de Labastide de Lévis, conformément aux articles L.153-11 et suivants et R. 152-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les objectifs poursuivis et de préciser les modalités de concertation en application des articles L.103-2 à L.103-6 du code de l'urbanisme, conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

– relance la procédure de prescription de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Labastide de Lévis, conformément aux articles L.153-11 et suivants et R. 152-2 du code de l'urbanisme.

– approuve les objectifs poursuivis, à savoir :

- Doter la commune d'un document en conformité avec les règles d'urbanisme en vigueur,
- Mettre en compatibilité le PLU actuel avec les orientations du SCOT approuvé le 11 mai 2009 et modifié le 13 février 2013,
- Mettre en compatibilité le PLU avec le programme local de l'habitat (PLH) en vigueur sur l'ancien territoire de la communauté de communes Tarn et Dadou,
- Poursuivre la maîtrise de l'évolution de l'urbanisation par une planification et requalification de l'affectation des sols autour des équipements existants,
- Préserver et améliorer le cadre de vie par une gestion de l'espace réfléchie et maîtrisée,
- Réduire la consommation des sols pour préserver les espaces agricoles et naturels,
- Adapter les parties réglementaires et les orientations d'aménagement du document pour mieux garantir la mise en œuvre des objectifs prioritaires, notamment en termes de mixité sociale, de renouvellement urbain, de densité et de qualité des formes urbaines, en mettant en œuvre autant que de besoin des orientations d'aménagement et de programmation définies à l'article L151-7 du code de l'urbanisme.

– relance la concertation associant la population, les associations locales et les autres personnes concernées conformément à l'article L.103-3 du code de l'urbanisme, selon les modalités suivantes :

- exposition des éléments d'études au public ;
- mise à disposition du public d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques et propositions qui pourront également être adressées par courrier à Monsieur le Maire de Labastide de Lévis – 2, Place du Pioch – 81 150 LABASTIDE DE LEVIS ;
- mise à disposition des éléments d'études, des documents du PLU et du registre auprès du public à la mairie : 2, Place du Pioch 81150 LABASTIDE DE LEVIS aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat les mercredis, jeudis et vendredis de 14h à 18h, les mardis de 14h à 18h30 et les samedis de 9 h à 12 h ;

- organisation d'une réunion publique pour présenter le projet de PLU ;
- parution dans un bulletin municipal et dans la lettre numérique d'information communale ainsi que par un article d'information dans un journal local ;
- information sur le site Internet de la commune.

La concertation prend fin dès que son bilan est établi par délibération du conseil communautaire, soit au plus tard, au moment de l'arrêt du projet de révision du PLU.

Les éléments d'information ou les demandes déjà recueillis seront intégrés au bilan de la concertation.

- donne autorisation au Président pour signer tout contrat de prestation ou de service, avenant, ou tout acte nécessaire à l'élaboration de la révision.

Conformément aux articles L132-7 à L132-13, R132-4 à R132-9 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée au(x) :

- Préfet,
- Présidente du conseil régional
- Président du conseil départemental
- Président de la chambre de commerce et d'industrie
- Président de la chambre de métiers
- Président de la chambre d'agriculture
- Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière (pour information)
- Maires des communes limitrophes (pour information)
- Présidents des établissements publics voisins (pour information)

La présente délibération est affichée pendant un mois au siège de la Communauté d'agglomération et en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. (art. R.153-21 du code de l'urbanisme).

La délibération est en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121- 10 du code général des collectivités territoriales.

La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Acte rendu exécutoire

- après transmission en Préfecture

Le.....

- et publication du.....

Le.....

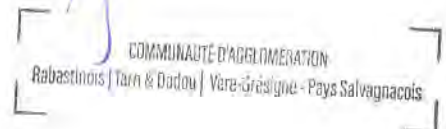
Le Président,

Pour extrait conforme,

Fait les jours, mois, ans, susdits,

Le Président,

Paul SALVADOR





République Française

Mairie de
LABASTIDE DE LEVIS

F - 81150

9° séance du Conseil municipal

27 mai 2015

n° 3/2015

L' an deux mille quinze, le 27 mai , à 20 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la commune de LABASTIDE DE LEVIS se sont réunis dans la salle du Conseil, sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire,

Date de la convocation : 22 mai 2015.

NOMS	P	Abs	Rep	NOMS	P	Abs	Rep
VERGNES François	x			GUINARD Karine	x		
POURCEL Roger	x			HECQUET Delphine	x		
ROLS Jean-Claude	x			MOSNA Ingrid	x		
BASSAT Michel			R. Pourcel	PAGES Francis	x		
BERTRAND Sabine	x			PONS Annie	x		
BLANC-CHENU Martine			F. Vergnes	SIE Eric	x		
ESCANDE Bertrand	x			VIALLOIN Sébastien	x	x	
Présents	12	Absents			représentés		2

Secrétaire de séance : Ingrid MOSNA

Ordre du jour

Table des matières

9° séance du Conseil municipal.....	1
09 01 Plan Local d'Urbanisme : Projet d'Aménagement et de Développement Durable.....	2
Examen du projet de PADD.....	2
09 02 Enfance et jeunesse :	2
09 02 01 avancement de la réflexion sur l'ALAE et le PEDT	2
09 02 02 Tarifs pour les enfants domiciliés en dehors de la commune et demande de prise en charge par la commune de résidence.....	2
09 03 modifications des conditions de location ou de mise à disposition des salles.....	2
09 04 Approbation du RPQS du SIAEP (rapport sur la qualité et le prix de l'eau).....	2
09 05 Échange ASTIÉ.....	2
09 06 Questions diverses	3
09 06 01 Évolution du schéma intercommunal (suite).....	3
09 06 02 Attribution d'une subvention de l'Etat (DETR).....	3
09 06 03 Diagnostic accessibilité pour les personnes handicapées.....	3
09 06 04 Informations immobilières.....	3

La séance a été ouverte sous la présidence de Monsieur François VERGNES, Maire.

Il soumet le compte-rendu de la séance précédente qui est approuvé à l'unanimité.

09 01 Plan Local d'Urbanisme : Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Examen du projet de PADD

Le maire présente la dernière version du PADD. Elle prend en compte l'analyse partagée avec le Pays de la question circulaire et de l'entrée de village par la RD 988 ainsi que les contraintes réglementaires récentes (concernant surtout les zones non U)

Les enjeux en discussion sont :

- les objectifs en termes de population
 - le maire rappelle les principales informations fournies par le Recensement Général de la Population qui souligne l'importance des différentes formes de décohabitation et leur impact démographique : alors que le nombre de résidences a augmenté d'environ 5 % en 5 ans, la population a baissé d'environ 8 %.
 - des élus s'interrogent sur la pertinence d'un objectif apparaissant très ambitieux : il correspond en fait à celui défini avant la crise
- la stratégie d'urbanisation de Gauzide et de la route de Bernac
 - la réponse à l'évolution démographique est quantitative : il faut ouvrir des espaces à la construction en veillant à laisser la commune maîtresse du calendrier et des formes urbaines. Il faut aussi pouvoir rentabiliser les équipements publics et faire pression à la baisse sur le prix du foncier.
 - Il semble donc utile d'utiliser le plus largement possible les marges de manœuvre en termes de surface ouverte à la construction et de rechercher les solutions où la collectivité reste maître du jeu foncier.
 - Le maire propose donc de retenir les zones présentées en repoussant à la phase réglementaire le choix précis des parcelles.
 - La zone autour de la route de Bernac ne présente pas de réseaux justifiant sa densification
- la définition des OAP disponibles
 - le maire rappelle que le marché prévoit 3 Orientations d'Aménagement Programmé
 - la 1° concerne la liaison village - Carrairolles
 - l'installation d'un commerce ou d'un cabinet médical est intéressante à terme si elle n'engage pas financièrement la commune
 - une étude de marché peut être envisagée comme le propose le directeur de Tarn Habitat
 - la 2° pourrait concerner Gauzide (lato sensu)
 - la 3° pourrait concerner la RD 988 ou le projet pour le Sud Est de la RD 988 :
 - le maire indique avoir rencontré les propriétaires qui sont à la fois convaincus de l'intérêt de « faire quelque chose » et ensemble mais dans l'impossibilité de le projeter concrètement

- il est indispensable de prévoir les accès entre les parcelles et la RD 988
- la solution d'une destination mixte semble la plus pertinente :
 - en bordure de RD 988, des lots à vocation commerciale et artisanale,
 - sur 1 à 2 bandes en allant vers le Tarn, du résidentiel de loisir
- l'accès aux terrains de Saint Maury doit être pris en compte.
- l'hypothèse de travail sur la partie Est de la RD 988 est abandonnée. La pertinence de cette zone d'activité et l'impact en termes de sécurité ne sont pas à prouver mais deux écueils bloquent aujourd'hui
 - le refus du propriétaire de céder la parcelle à la commune
 - une incertitude juridique liée aux derniers textes environnementaux
 - le maire propose de prévoir au minimum des ER

Il constate que l'étude circulaire ne remet pas en cause l'analyse globale ayant conduit au projet de PADD.

L'abandon de la 3^e voie est acté. La question des relations entre la RD 988 et le village reste entière et si elle dépasse le cadre de la révision du PLU, celui-ci peut en faciliter la résolution.

L'idée d'un rond point au carrefour de la VC 5, de la RD 988 et de la VC24 est posée.

- En laissant de côté dans un premier temps l'aspect économique, cet aménagement répond à des objectifs précis, validés par les éventuels partenaires de la commune dans sa réalisation :
 - sécurité routière :
 - création d'un élément induisant physiquement une limitation de vitesse
 - gestion de l'arrêt de bus dans les 2 sens
 - accès à la RD 988 depuis le village
 - point de retournement possible des PL sortant des Ets Hermet et allant vers Albi
 - accès au bowling et aux terrains de sport de St Maury
 - accès au Sud de la RD 988 en mode doux
 - déplacements doux ou économes en énergie fossile
 - aire de covoiturage associée
 - point de recharge des véhicules électriques
 - parc à vélos en liaison avec l'arrêt de bus et l'aire de covoiturage
 - enjeux divers
 - organisation plus efficiente du stationnement au stade
 - possibilité de lier cette opération à la création d'une plate forme de déchets verts
 - entrée touristique dans le village

Les enjeux urbains portent principalement sur la création ou le maintien d'emplacements réservés pour la voie douce avec la question du choix de l'itinéraire choisi (qui peut être fait

plus tard) et pour le rond point pour gérer les accès aux entreprises voisines pour qui ce rond point apporte un avantage important.

Les discussions portent sur l'utilité de ces voies douces. Leur financement ne peut être à ce jour une priorité de la commune

Après une présentation et une discussion approfondies, il est convenu de demander au Bureau d'études de poursuivre la démarche sur les bases posées par le PADD et par le présent débat.

09 02 Enfance et jeunesse :

09 02 01 avancement de la réflexion sur l'ALAE et le PROJET EDUCATIF DE TERRITOIRE - PEDT

I. Mosna fait le point sur les dernières informations recueillies et les éléments de réflexion engagés.

La commune ne sera pas éligible au Contrat Enfance Jeunesse avant au mieux 2017. Elle est en revanche assujettie aux contraintes diverses et variées liées à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires.

Le dépôt d'un PEDT permet de bénéficier à la fois des prestations affectées aux NRS et d'un allègement des taux d'encadrement.

Le bilan de la 1^{re} année de NAP est contrasté :

- les activités ont correctement fonctionné, parents et enfants étant dans l'ensemble satisfaits des NAP bastidoises.
- le bilan financier est correct même s'il se traduit par un reste à charge de l'ordre de 5000 €. L'intervention des bénévoles a permis cette maîtrise relative des dépenses.
- L'organisation a été un casse-tête permanent mettant à rude épreuve agents et élus en charge du dossier (commission scolaire en premier lieu)
- le temps méridien est le point noir avec un encadrement sous tension et des périodes où l'accueil n'est pas au niveau voulu (l'hiver ou quand il pleut en particulier)

Les principales innovations pour l'an prochain :

- le renforcement de la plage méridienne passe par au moins une embauche supplémentaire. Du fait que la Loi impose une pause d'au moins 90 ' et parce que les APC sont positionnées durant cette pause, elle ne peut durer moins de 2 heures. Ça correspond en outre à un objectif éducatif de la commission scolaire de faire du temps méridien, dans le prolongement du repas, un moment de qualité pour les enfants.
- L'animation de l'équipe requiert
 - une nouvelle organisation autour d'un référent local : la candidature de Séverine Pradel a été retenue
 - un personnel d'encadrement qui peut être partagé entre plusieurs communes : le diagnostic réalisé et l'expérience de cette 1^{re} année ont mis en évidence cette nécessité.
- Le passage en multi-site n'est pas une fin en soi (il n'est pas définitivement acté et pourrait d'ailleurs être retardé si la situation à Sénouillac l'impose) mais l'une des solutions envisagée pour permettre une embauche partagée d'un personnel expérimenté dans ce type de mission.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Envoyé en préfecture le 23/06/2014

Reçu en préfecture le 23/06/2014

Affiché le

SLO



République Française

Mairie de
LABASTIDE DE LEVIS-----
F - 811503^e séance du Conseil municipal02 juin 2014n°2014/D023

Le 02 juin 2014, à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance ordinaire et publique, sous la présidence de Monsieur François VERGNES, Maire.

NOMS	Présent	Absent	Représenté par	NOMS	Présent	Absent	Représenté par
VERGNES François	x			BASSAT Michel			Roger POURCEL
POURCEL Roger	x			PONS Annie	x		
LEOPARDI Colette	x			GUINARD Karine	x		
ROLS Jean-Claude	x			HECQUET Delphine	x		
PAGES Francis	x			BERTAND Sabine	x		
MOSNA Ingrid	x			ESCANDE Bertrand	x		
SIE Eric	x			BLANC CHENU Martine	x		
VIALLOIN Sébastien	x						
Présents	14		Représentés	1	Absents		

Date de la convocation : 27 mai 2014 Secrétaire de séance : Roger POURCEL

03 Urbanisme : révision du PLU*03 03 01 Diagnostic agricole*

Jean-Claude Rols fait un rapide compte-rendu de la réunion des agriculteurs du 27 mai dernier et souligne l'ambiance constructive.

03 03 02 Précisions sur les modalités de concertation du public : bulletin et site Internet/ Modification suite à erreur matérielle de la délibération de prescription de révision du PLU

Le Maire rappelle que ces deux médias d'informations communales se font et se feront l'écho de l'avancée de la procédure.

Le Maire informe que, suite à une erreur matérielle, le paragraphe -3 de la délibération N°20/2013 de prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme du 11/07/2013 reçu en Préfecture le 19/07/2013, qui précise les modalités de concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme doit être modifié comme suit :

Le texte suivant de la délibération N°20/2013 : « les éléments d'études, les documents du PLU et le registre seront mis à disposition du public à la mairie, au service urbanisme - 52, Place d' Hautpoul du lundi au vendredi de 10h à 12h et de 14h à 16h »

doit être remplacé par : « les éléments d'études, les documents du PLU et le registre seront mis à disposition du public à la mairie - 2, Place du Pioch 81150 LABASTIDE DE LEVIS aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat les mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 14h à 18h et les samedis de 14h à 16h ».

Après en avoir délibéré, le conseil municipal prend acte de cette modification.

Délibération 2014/D023	Élus présents	14/15	Élus représentés	1
Pour	15	Abstention	0	Contre
				0

Copie rendue exécutoire par affichage et transmission en Préfecture

Le Maire,

F. VERGNES

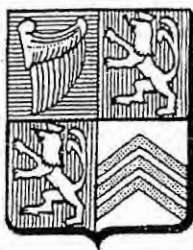


Envoyé en préfecture le 23/06/2014

Reçu en préfecture le 23/06/2014

Affiché le

SLO



République Française

Mairie de
LABASTIDE DE LEVIS

F - 81150

33^e séance du Conseil municipal

11 juillet 2013

n°20/2013

Le 11 juillet 2013, à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en séance ordinaire et publique, sous la présidence de Monsieur François VERGNES, Maire.

NOMS	Présent	Absent	Représenté par	NOMS	Présent	Absent	Représenté par
VERGNES François	P			ESCANDE Bertrand	R		F.Vergnes
POURCEL Roger	P			LEOPARDI Colette	P		
BESSEDE René	P			FAGET Corinne	P		
SANCHEZ José	P			PAGES Francis	P		
ROLS Jean-Claude	R		F. Pagès	REY Laetitia	P		
BERTRAND Sabine	P			SIE Eric	P		
BLANC-CHENU Martine		A		VIALLOIN Sébastien	P		
BORREGO-VAZ Toni		A					
Présents	11		Représentés	2	Absents	2	

Date de la convocation : 02/07/2013 Secrétaire de séance : Roger Pourcel

OBJET : Prescription de la révision du plan local d'urbanisme.

Approbation des objectifs poursuivis

Précision des modalités de concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

33 01 REVISION PLU

Le Maire indique avoir été mis en demeure par la direction départementale des territoires de modifier le PLU pour le rendre conforme au SCOT et intégrer les dispositions du Grenelle II.

Le maire rappelle aux élus que la commune avait envisagé de lancer cette procédure en 2012 mais que les incertitudes juridiques liées à l'alternance politique lui avaient semblé suffisamment importantes pour ne pas se précipiter. De fait, quelques modifications importantes ont été apportées aux règles d'urbanisme mais elles concernent principalement les agglomérations. Le Maire souligne en outre la possibilité de bénéficier d'un taux de subvention intéressant en lançant la procédure en 2013.

Il lui paraît opportun de lancer l'opération à la fois pour respecter la prescription de la préfecture et bénéficier d'un taux de subvention bonifié du fait du caractère intercommunal de la démarche.

Le maire précise toutefois que la démarche groupée ne porte que la partie « marché public » et qu'elle laisse chaque commune maîtresse de ses orientations en matière d'urbanisme. Il considère que la qualité du

PLU adopté en 2005, reconnue par les services de l'Etat, devrait permettre de ne procéder qu'à des ajustements liés aux dispositions du Grenelle II de l'environnement.

Envoyé en préfecture le 19/07/2013

Reçu en préfecture le 19/07/2013

Affiché le

L'objectif est de lancer la procédure dès maintenant pour que la prochaine équipe élue en mars 2014 puisse se concentrer sur le projet d'urbanisme sans être gênée par le calendrier et en bénéficiant des meilleures conditions économiques.

Certains élus craignent que le lancement de la révision vienne perturber la vie communale en période pré-électorale, les questions d'urbanisme étant toujours sensibles. Le Maire souligne à la fois l'obligation rappelée par l'Etat de procéder à cette révision et le fait que l'urbanisme sera de toute façon au cœur des débats municipaux à venir. Il insiste sur l'opportunité financière liée aux subventions pouvant être obtenues en 2013 et sur le fait que c'est bien la prochaine équipe qui décidera, dans un cadre défini en grande partie par les règles nationales (en matière de protection des zones agricoles, naturelles ou patrimoniales) et par le SCOT qui limite sévèrement l'ouverture de nouvelles parcelles à la construction.

33 01 01 Prescription de la révision du plan local d'urbanisme.

Approbation des objectifs poursuivis

Précision des modalités de concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, et notamment son article L. 123.6 relatif aux modalités de prescription

Vu l'article L. 300.2 du code de l'urbanisme, concernant les modalités de concertation

Il est rappelé au Conseil Municipal que les lois Solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, et engagement national pour le logement du 13 juillet 2006 expriment une volonté de rénovation du cadre juridique des politiques d'aménagement de l'espace.

Monsieur le Maire expose que la révision du plan local d'urbanisme qui ne remet pas en cause ses orientations stratégiques fondamentales est rendue nécessaire en raison de :

- l'obligation de mise en compatibilité avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du pays Vignoble Gaillacois Bastide et Val Dadou ainsi que celles du Programme Local de l'Habitat de la communauté de communes Tarn et Dadou.
- l'obligation de respecter les objectifs édictés par les nouvelles dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme notamment la loi portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II » adoptée le 12 juillet 2010 qui va amener à intégrer de manière encore plus forte les objectifs du développement durable et les politiques d'urbanisme, d'habitat et de transports dans le PLU, en cohérence avec l'agenda 21 institutionnel approuvé et le plan climat (PECT) dont l'élaboration est engagée par la communauté de communes Tarn et Dadou.
- la nécessité de faire évoluer un document de planification élaboré en 2004 pour fixer un projet d'aménagement communal en cohérence avec un contexte territorial qui a évolué sensiblement lors de la dernière décennie, qui se traduit notamment par une augmentation d'environ 10% du nombre d'habitants pour la commune sur cette période due à l'apport de population extérieure, le solde naturel étant nul voir négatif.

C'est dans ce cadre et avec le souci de mettre le document d'urbanisme communal en conformité avec les dispositions d'urbanisme en vigueur et les principes qu'elles énoncent que la révision du PLU est rendue nécessaire.

En outre, Il s'agit d'ajuster le projet urbain et ses dispositifs réglementaires à l'aune des évolutions engagées sur le territoire depuis dix ans, de permettre leur prolongement et approfondissement, et de les retranscrire dans un document opérationnel.

Considérant que le plan local d'urbanisme a été approuvé par délibération du conseil municipal le 4 mai 2004 (modifié le 27 septembre 2005, le 3 avril 2007, le 16 octobre 2007, le 17 décembre 2009, le 8 mars 2011 et mis à jour le 6 mars 2009 – révision simplifiée du 14 décembre 2004) ;

- qu'il y a lieu de mettre en révision le plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles L.123-13 et L.123-6 du code de l'urbanisme

- qu'il y a lieu d'approuver les objectifs poursuivis et de préciser les modalités de concertation en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, conformément aux articles L.123-13 et L.123-6 du code de l'urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 - de prescrire la révision du plan local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-13 et L.123-6 du code de l'urbanisme.

2 - d'approuver les objectifs poursuivis à savoir :

- De doter la commune d'un document en conformité avec les règles d'urbanisme en vigueur
- De mettre en compatibilité le PLU actuel avec les orientations du SCOT approuvé le 11 mai 2009 et modifié le 13 février 2013
- De tenir compte du programme local de l'habitat (PLH) mis en place à compter du 15 juillet 2008 sur le territoire de la communauté de communes Tarn et Dadou
- De poursuivre la maîtrise de l'évolution de l'urbanisation par une planification et requalification de l'affectation des sols autour des équipements existants
- De préserver et améliorer le cadre de vie par une gestion de l'espace réfléchie et maîtrisée,
- De réduire la consommation des sols pour préserver les espaces agricoles et naturels
- D'adapter les parties réglementaires et les orientations d'aménagement du document pour mieux garantir la mise en œuvre des objectifs prioritaires, notamment en termes de mixité sociale, de renouvellement urbain, de densité et de qualité des formes urbaines, en mettant en œuvre autant que de besoin des orientations d'aménagement et de programmation définies à l'article L123-1-4 du code de l'urbanisme.

3 - d'ouvrir la concertation associant la population, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, selon les modalités suivantes :

- exposition des éléments d'études au public qui évoluera au fur et à mesure de l'avancée des études et des documents du PLU,
- mise à disposition du public d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques et propositions qui pourront également être adressées par courrier à Monsieur le Maire de Labastide de Lévis – 2, Place du Pioch – 81 150 LABASTIDE DE LEVIS).
- les éléments d'études, les documents du PLU et le registre seront mis à disposition du public à la mairie, au service urbanisme – 52 Place d'Hautpoul - du lundi au vendredi de 10 h à 12h et de 14h à 16h
- une ou plusieurs réunions publiques seront organisées : Une pour présenter le projet d'aménagement et de développement durable et son diagnostic, une pour le projet de PLU.
- Parution dans les bulletins municipaux ou lettres d'information ou articles d'information dans les journaux locaux
- Information sur le site Internet de la commune

La concertation prend fin dès que son bilan est établi par délibération du conseil municipal, soit au plus tard, au moment de l'arrêt du projet de révision du PLU.

4 - que :

- le débat, au sein du conseil municipal, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, en application de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, aura lieu ultérieurement.
- L'Etat, en application de l'article L.123-7 du code de l'urbanisme, sera associé à l'élaboration du projet de révision du PLU ;
- Les personnes publiques, autres que l'Etat, mentionnées aux articles L.123-6 et L.123-8 du code de l'urbanisme, seront consultées à leur demande au cours du projet de révision du PLU ;
- Monsieur le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et des déplacements ;
- les associations mentionnées à l'article L.121-5 du code de l'urbanisme, seront consultées à leur demande et pourront avoir accès au projet de révision dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public;

5 - de demander conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme que les services de la Direction

6 - de donner

· tous pouvoirs au maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de la réalisation de la révision;

· autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision;

7 - de solliciter de l'État, conformément au décret n° 83.1122 du 22 décembre 1983 et à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels, d'études et de publication nécessaires à la révision du PLU comprenant notamment le diagnostic foncier rural et agricole, le cas échéant une évaluation environnementale du PADD (art. R 121-14-1 du code de l'urbanisme);

8 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrites au budget de l'exercice considéré, section investissement (Chapitre 20, Article 202) ;

Conformément aux articles L.123-13 et L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée au(x):

- Préfet,
- Président du conseil régional
- Président du conseil général
- Président de l'établissement public chargé du SCoT
- Président de la communauté des communes
- Président de la chambre de commerce et d'industrie
- Président de la chambre de métiers
- Président de la chambre d'agriculture
- Directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière (pour information)
- Maires des communes limitrophes (pour information)
- Présidents des établissements publics voisins (pour information)

La présente délibération est affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département. (art. R.123-25 du code de l'urbanisme).

La délibération est en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3500 habitants et plus.

La délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

		Élus présents	11	Élus représentés	2
Pour	13	Abstention	0	Contre	0

Copie rendue exécutoire par affichage et transmission en Préfecture le 16 juillet 2013

Le Maire,
F. VERGNES
